

Le PSS dans le piège européen : la gauche helvétique a négligé de prendre en compte les effets pervers de la concurrence érigée en dogme par Bruxelles

Autor(en): **Linder, Wolf**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2016)**

Heft 2140

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1023483>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

la perte d'influence de l'Etat-nation face aux pouvoirs économiques. L'idéal démocratique ne lui est d'ailleurs pas lié. Pour pallier cet affaiblissement de l'Etat,

Gross ne préconise pas la création d'un Etat mondial. La globalisation de la démocratie passe selon lui par un système juridique planétaire reconnaissant à chaque être humain les libertés

fondamentales ainsi que les droits sociaux et environnementaux, garantis par une juridiction analogue à la Cour européenne des droits de l'homme.

Le PSS dans le piège européen

La gauche helvétique a négligé de prendre en compte les effets pervers de la concurrence érigée en dogme par Bruxelles

Wolf Linder - 02 novembre 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/30200>

En matière de politique européenne, on ne peut reprocher sa versatilité au parti socialiste suisse. Au cours des dernières décennies, il a maintenu fermement sa ligne pro-européenne.

Nullement découragé par l'échec de l'adhésion à l'Espace économique européen en 1992, il a soutenu les bilatérales en compagnie des syndicats et reste jusqu'à présent parmi les plus ardents défenseurs des accords avec l'Union européenne, libre circulation des personnes comprise. Alors que dans les autres partis les euroturbos deviennent une espèce en voie de disparition et que le Parlement a enterré discrètement la demande d'adhésion à l'UE déposée en son temps par le Conseil fédéral, des élus socialistes militent ouvertement pour une adhésion à terme à l'UE sans pour autant être désavoués par leur parti.

Pourquoi ce cap sur Bruxelles?

Cet engagement est étonnant. Car après l'élargissement à l'est, la crise de l'euro, la résistance croissante de nombreux pays à la libre circulation des personnes et le Brexit, même les partisans les plus convaincus de l'UE admettent que le projet européen s'est développé trop en largeur et surtout depuis le haut (top-down). L'idée d'une communauté européenne pacifique, objectif important pour la gauche, a perdu de son attrait.

Avec sa formule pour «*Une Suisse indépendante et autonome*», l'UDC n'a cessé de gagner du terrain aussi bien idéologique que politique. Inversement, le projet socialiste d'une «*Suisse ouverte et progressiste*», tel que formulé par son ancien stratège Peter Bodenmann, a perdu de son pouvoir de persuasion. Pourquoi la gauche

politique persiste-t-elle dans cette voie pro-européenne qu'elle paie politiquement au prix fort?

Le rejet de l'EEE en 1992 a manifesté un profond clivage de la société entre partisans et adversaires de l'UE, un clivage qui fut d'abord surmonté grâce aux accords bilatéraux. Le camp bourgeois, UDC comprise, considéra les bilatérales comme un compromis pragmatique ouvrant les portes du marché européen. A gauche par contre, on espérait toujours une ouverture politique et culturelle de la Suisse. Faut-il rappeler que peu de temps auparavant (1989), la génération du service actif commémorait la Suisse de la deuxième guerre mondiale et du passé?

Par la suite, la justification de la politique européenne de la gauche devint moins idéologique et se fit plus économique. La globalisation

qui prend son essor dans les années 90 a mis en difficulté la gauche et les syndicats dans la plupart des pays de l'OCDE. Toute revendication en vue d'obtenir des salaires plus élevés augmentait le risque de délocalisation d'entreprises devenues plus mobiles. De plus, les syndicats se voyaient privés d'atouts pour contrer la désindustrialisation et les pertes d'emplois. Au niveau politique, la concurrence fiscale internationale croissante empêchait toute hausse d'impôt et toute augmentation des budgets sociaux.

Pour la Suisse, les bilatérales I offrirent alors une chance inespérée. Les syndicats et le PSS purent dès lors poser leurs conditions: un appui aux accords avec l'UE contre une réduction des risques liés à la libéralisation du marché du travail. Ce que des syndicats affaiblis ne pouvaient exiger directement du patronat, ils l'obtinrent sous forme de mesures de politique sociale. La sécurité sociale fut obtenue par le biais de l'action de l'Etat et non plus par des accords entre les partenaires sociaux. La loi en lieu et place des conventions!

Cette stratégie, les accords ultérieurs avec l'UE n'ont pas permis de la concrétiser avec le même succès. Et pourtant, elle était à la fois compréhensible et compatible avec la théorie économique: c'est à l'Etat qu'il incombe d'indemniser les perdants du libre-échange. Voilà pourquoi, malgré une majorité bourgeoise au

Parlement et dans un contexte néolibéral, l'Etat social en Suisse s'est plutôt développé qu'il n'a régressé.

Les revers de l'eupéanisation

Cette stratégie fonctionne-t-elle encore aujourd'hui? Pour ce qui concerne leurs revendications prioritaires, les syndicats et le PSS peuvent jusqu'à présent tirer un bilan positif: l'Etat social n'a pas été démantelé, les salaires demeurent stables, le chômage s'inscrit à un niveau toujours bas. Il n'en reste pas moins que l'eupéanisation a engendré beaucoup plus de perdants que ne l'envisageaient la gauche et le centre bourgeois.

Le rapide changement structurel n'a pas seulement éliminé des entreprises du marché intérieur. Il a aussi bouleversé le marché du travail: les salariés âgés ont dû céder la place à de plus jeunes; de même pour l'employé commercial ou technique ne disposant pas d'un diplôme eurocompatible face à un bachelier étranger. Dans de nombreuses entreprises, l'internationalisation et l'optimisation de l'organisation ont dévalué le partenariat social et introduit une nouvelle hiérarchie entre le personnel au bénéfice d'une formation académique et les autres. Une évolution qui ne contribue ni à la productivité ni à la paix du travail. Et qui, avec d'autres changements profonds, frappent des personnes de toutes les couches sociales.

L'UDC est le seul parti à s'être saisi de ces problèmes qu'il a su systématiquement mettre en évidence pour mieux exploiter le potentiel électoral représenté par les différents perdants de l'eupéanisation.

«L'Europe sociale», une erreur

Mais c'est surtout l'évolution de l'UE qui aurait dû inquiéter la gauche. Bruxelles est devenu le centre qui organise la conquête néolibérale et sans frontières des marchés pour le compte des entreprises internationales. La monnaie unique a creusé le fossé entre le Nord et le Sud de l'Europe. Quant au [dogme de la libre circulation des personnes](#), il ne contribue en aucune manière à éliminer les disparités entre pays riches et pays pauvres du continent. «L'Europe sociale» est une grave erreur de la gauche, commise pas seulement en Suisse. Voilà des années que [Fritz W. Scharpf](#), le plus perspicace des politologues allemands, observait déjà que les jugements de la Cour de justice européenne ont pour effet d'ôter systématiquement de leur pouvoir aux politiques nationales et d'attaquer nombre de protections constitutives de la sécurité sociale. Et cela non pas en raison de la composition personnelle du tribunal, mais parce que le cadre juridique européen donne la priorité à l'idée de concurrence. Voilà qui aurait dû alerter les syndicats et la gauche.

Et voilà que le PSS se trouve

maintenant piégé. Certes, il a toujours de bonnes raisons de militer, au-delà du bilatéralisme, pour le développement de nos relations avec l'UE. Mais la gauche aurait intérêt à se distancer d'une politique européenne toujours plus néolibérale.

Christian Levrat, le président du PSS, pourrait se demander si, dans le dossier actuel de la libre circulation, il ne serait pas préférable de chercher un accord avec l'UDC plutôt qu'avec le centre bourgeois. Son électorat protesterait, les dégâts seraient considérables.

De plus, il n'est pas du tout certain que la majorité de l'UDC se montre intéressée par un accord avec le PSS, qui l'empêcherait de se réserver l'exploitation du problème plutôt que de devoir contribuer à sa solution. Tels sont les coûts d'une polarisation politique qui rend difficile le «*compromis helvétique*» - à supposer qu'il ne la rende pas tout simplement impossible.

C'est un piège dans lequel plus d'un parti est tombé. Pour s'en sortir il faudrait que, des deux côtés, on renonce à l'approche

idéologique de la question institutionnelle européenne, afin de pouvoir porter un regard neuf et critique sur le problème sous-jacent et beaucoup plus grave: [l'hyperglobalisation](#) qui, de par son ambition démesurée et le danger qu'elle représente pour la démocratie, a atteint depuis longtemps les limites du supportable. Voyez le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP).

Cet article a paru initialement en allemand dans l'hebdomadaire [Die Weltwoche](#).

Correction

Rédaction - 31 octobre 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/30196>

Dans l'article [Le droit de veto parlementaire se précise](#) (DP 2139), l'ancien juge fédéral Heinz Aemsigger, mentionné à l'avant-dernier paragraphe, a été élu pour le canton de Schaffhouse (et non les Grisons dont il est originaire, comme indiqué précédemment).

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens